

GT. RTE rencontre l'OCE/SARE

Séance du : 23 mars 2023

Lieu : Réalise

Participants : OCE-SARE : Christian Ducret (directeur), Léa Brunner (adjointe direction)
Hospice général : Sabina Cervoni (chargée de projet)
Réalise : Christophe Dunand (conseiller Réalise).

BUT : Comprendre les réticences du SARE à coopérer dans le cadre du projet RTE (notamment leur sortie du GT), dès lors que les synergies semblent évidentes à notre groupe.

Freins du SARE sur le GT.RTE.	Disponibilité du SARE
Pensent que le RTE n'est pas faisable budgétairement, ne voient pas que c'est un changement de paradigme, pas une ligne budgétaire en plus. Ne voient pas la nécessité de faire une étude. Le système et leurs idées d'amélioration sont suffisantes.	
Perception que dans le groupe Gt RTE, l'Hospice général est plus représenté que les autres et que le public cible du RTE est plutôt celui à l'aide sociale.	Ils se rendent disponibles à remettre toutes les informations qui seront demandées dans le cadre de l'étude de faisabilité.
Inconfort des représentant de l'Oce quand nous avons décidé de faire une demande de fonds pour l'étude de faisabilité . Le SARE a pensé qu'il était convoqué aux séances juste pour justifier de leur demander un budget.	Ils sont disponibles à intervenir en tant que « spécialistes de l'insertion » dans des séances très spécifiques et en lien avec l'emploi et ne touchant pas le RTE plus en général.
Le modèle de gouvernance adopté par le groupe est en tension avec leur modèle hiérarchique classique. Les représentants de l'Oce étaient mal à l'aise.	Ils peuvent intervenir le moment que le RTE devient plus concret sur le terrain.
Leur institution et le fonctionnement de l'assurance demandent que des projets et /ou mesures soient mises en place rapidement. Actions rapides avec haut taux de réussite.	Ils semblent avoir compris qu'ils auraient intérêt à suivre ce qui se passe dans le groupe.
Le SARE et /ou l'OCE n'ont pas un budget à dédier aux études selon eux. Le budget de l'OCE est en lien avec le nombre de chômeurs et le SARE a un budget cantonal pour les EDS et ARE (allocation retour à l'emploi).	Des projets pilotes concrets seront plus motivants pour eux.
Ils pensent qu'ils ont pris le lead dans les mesures d'insertion et que leur train est parti. Ils pensent que s'engager sur le RTE pourrait les freiner. Ils ne voient pas qu'il y a plusieurs trains.	
Ils ne voient pas les enjeux de la transition. Ils ont quelques projets Eds en lien avec les questions écologiques et pensent qu'ils couvrent tout le sujet (projet de logistique verte par ex avec Genève Roule qui vient d'absorber Caddie Service.	

Autres informations :

La Task force employabilité devient le « **Conseil de l'employabilité** ».

Il est prévu de demander un changement de loi afin pouvoir mettre en place les EDS dans le secteur privé et public (actuellement les EDS est seulement dans le secteur subventionné). Une prochaine rencontre est planifiée avec la DCS pour discuter sur l'emploi en tant que **valeur travail** ou **valeur tremplin** et paiement salaire à minima (salaire minimum plus charge sociales).

En fin de séance nous sommes revenus sur les avantages à participer au GT.RTE et sur les risques d'être à côté d'un projet innovant, de plus en plus soutenu politiquement, qui implique déjà des entreprises à Meyrin.

Notre conclusion :

Il faut attendre les élections. Surement il y aura des changements de rattachement de départements et /ou des changements de magistrats. On pourra peut-être les avoir de nouveau autour de la table pour des projets pilotes. Mais sans impulsion de leur hiérarchie, donc du DEE, peu d'espoir. Peut-être que le risque de rater un train pourrait les faire bouger, mais ils sont très satisfaits d'eux-mêmes. Cette question doit nous occuper à moyen terme, ne pas avoir l'OCE avec nous va affaiblir toute demande de \$,

SC, CD,
